

# Rencontres européennes d'acteurs ruraux de développement durable 2010

14-17 Octobre 2010, Vouneuil sur Vienne, Poitou-Charentes



## Rapport des rencontres

### Sommaire

1. Introduction
2. Forum d'échange d'expériences
3. Visites de terrain
4. Présentation du contexte agricole et rural français
5. Ateliers
6. Message de Vouneuil
7. Liste des annexes

# 1. Introduction

Durant les trois prochaines années, les institutions européennes (Commission, Parlement et Conseil) vont préparer un nouveau cadre pour réformer pratiquement toutes les politiques européennes et leur financement, dont la Politique Agricole Commune et de développement rural. La faiblesse de la participation aux élections européennes et le scepticisme croissant à l'égard des institutions européennes montrent que le « projet européen » a besoin d'une véritable participation de la société civile et des citoyens dans le processus décisionnel.

Une initiative appelée « ARC » : la Convention Agricole et Rurale [[www.arc2020.eu](http://www.arc2020.eu)] permet à la société civile de rassembler ses idées en faveur de meilleures politiques de développement rural et agricole. Pour y contribuer, Forum Synergies et le CELAVAR ont organisé les rencontres européennes d'acteurs ruraux de développement durable. Pendant quatre jours, plus de soixante acteurs du développement rural et agricole, issus de quatorze pays européens, ont répondu à l'invitation de Forum Synergies, du CELAVAR et du CELAVAR Poitou-Charentes et se sont retrouvés à Vouneuil-sur-Vienne pour :

- Échanger des pratiques et des expériences conduites dans toute l'Europe,
- Visiter des projets locaux de la région Poitou-Charentes, et participer activement à des ateliers où se créent des propositions de politiques publiques pour la réforme, inspirées des visites d'expériences et des projets concrets des participants,
- Elaborer un message politique commun à destination des décideurs politiques et du processus actuel de réforme.

Ces rencontres ont donc permis aux participants de s'inscrire dans un processus qui fait le lien entre :

- Le monde de ceux qui s'investissent dans des projets concrets contribuant au développement rural et agricole durable,
- Et celui des décideurs politiques, qui travaillent dans les gouvernements et dans les institutions européennes, et qui prennent des décisions dans le domaine du développement rural et agricole.

Depuis plus de quinze ans, le CELAVAR et Forum Synergies ont constitué des réseaux, soutenu des projets et organisé des échanges d'expériences. L'objectif était donc de permettre que ces expériences alimentent le débat politique, qu'elles soient diffusées largement, pour ainsi inviter les décideurs à s'inspirer de ces réussites.

A la fin des rencontres, les participants se sont mis d'accord sur un message qui a été adressé à la Convention Agricole et Rurale ARC 2020, intégré à sa communication sur la réforme de la PAC qui a été remise directement au Commissaire européen à l'agriculture Dacian Cioloș.

## Les organisateurs des rencontres

Forum Synergies est une organisation européenne sans but lucratif. Depuis 1994, ce réseau d'associations et de citoyens engagés a rassemblé des expériences riches et variées de pratiques durables, principalement dans le milieu rural. Économiser les ressources et l'énergie localement, combiner une utilisation intelligente des technologies modernes et du savoir-faire traditionnel et partager succès et expériences en Europe ; à travers ces actions, Forum Synergies a compris combien il était important de s'impliquer dans les décisions politiques qui concernent notre futur à tous. Plus d'informations sur les idées et projets de Forum Synergies et pour en devenir membre sur [www.forum-synergies.eu](http://www.forum-synergies.eu).

Le CELAVAR est une coordination associative de développement durable des territoires ruraux. Espace d'échange, d'étude, de réflexion et d'expérimentation de nouvelles pratiques, le CELAVAR agit en faveur d'une société plus juste et solidaire même au plus loin de la ville, et pour des rapports équilibrés entre la ville et la campagne [[www.celavar.org](http://www.celavar.org)].

Le CELAVAR POITOU-CHARENTES rassemble des associations adhérentes sur les valeurs de l'éducation populaire et des principes du développement durable. Il est porteur de développement de projets favorisant l'engagement citoyen en milieu rural.

## Les participants aux rencontres

Les participants étaient des acteurs associatifs, mais aussi des représentants institutionnels (Réseau Rural Régional ou National), d'organisations internationales (ex : UNDP), des chercheurs et des élus locaux. Un dossier de présentation des participants comprenant une présentation personnelle de chacun, de son organisme, de ses projets et de ses attentes vis-à-vis des rencontres a été réalisé et diffusé en amont des rencontres.

Le programme complet des rencontres et la liste des participants sont disponibles en Annexe 1 et 2.



## 2. Forum d'échange de pratiques

Lors de ce temps d'échange, les participants et les co-organisateur ont présenté leurs projets et initiatives. Ce forum a permis de partager des problématiques et des approches parfois innovantes pour d'autres pays et de mettre en relation des partenaires potentiels.

### Temps de FORUM I : présentation des participants

---

#### Les politiques d'accueil et de maintien de nouvelles populations en zone rurales

Collectif Ville Campagne (Mylène Thou)

Présentation du Collectif Ville Campagne, association nationale au service de ceux qui désirent s'installer à la campagne et des territoires ruraux qui souhaitent accueillir de nouvelles populations.

---

#### Projet DIALOG

AFIP (Stanislas Pionnier)

DIALOG est un projet multipartenarial visant à développer les pratiques de dialogue territorial impliquant les agriculteurs.

---

#### Pour un accueil social et solidaire : le projet Accueil Paysan

Accueil Paysan (Jean-Marie Perrier)

Accueil Paysan est un groupement de paysans qui mettent en place un accueil touristique à la ferme : il développe aujourd'hui des projet d'accueil social à destination des jeunes en difficulté, des personnes âgées, des adultes handicapés et des adultes et familles en difficulté.

---

#### Mobiliser des financements solidaires pour le Maintien et le Développement d'une Agriculture Paysanne : Fonds de Garantie et Bonification de Prêts

MIRAMAP (Jérôme Dehondt)

MIRAMAP mobilise des financements solidaires afin d'aider à financer des projets alternatifs en agriculture paysanne.

---

#### Activités de formation de la Fondation IVIFA

IVIFA (Teresa López-García)

L'objectif principal de l'IVIFA, fondation liée au syndicat agricole la Unió, est de promouvoir la formation, la recherche et le transfert des connaissances afin d'améliorer les capacités techniques et sociales des personnes liées au secteur agro-alimentaire et aux zones rurales.

---

## Présentation du réseau Regionalwert AG et des 'Agronauten'

Regionalwert AG/Die Agronauten (Peter Volz)

Dans la région de Freiburg, le capital des citoyens est mis au service d'une économie alimentaire biologique par le Regionalwert AG, et un nouvel institut de recherche, « Die Agronauten » étudie l'agriculture régionale durable.



---

## Expériences de médiation environnementale

Geyser (Philippe Barret)

Depuis 1997, Geyser mène des activités de conseil et formation au "Dialogue Territorial" auprès d'associations, collectivités territoriales, organismes de formation, entreprises. Le dialogue territorial, ce sont des pratiques de concertation et de médiation portant sur des enjeux territoriaux : gestion des ressources, occupation de l'espace, préservation de l'environnement.

---

## Présentation de la politique de l'UFOLEP en milieu rural

UFOLEP - ligue de l'enseignement (Benoit Gallet)

L'UFOLEP utilise le sport un outil de développement et d'animation des territoires pour tous les publics.

---

## Temps de FORUM II : présentation des organisateurs

---

### Présentation générale des projets de Forum Synergies

Forum Synergies

Les actions de Forum Synergies sont l'illustration des problématiques identifiées par ses membres et partenaires et se traduisent entre autres par l'organisation d'ateliers thématiques mais aussi par le soutien à d'autres initiatives comme les réseaux européens CURE ou PREPARE).

---

### Accès à la terre, circuits courts et économie solidaire

Forum Synergies - Terre de Liens (Titus Bahner)

Le projet européen sur l'accès à la terre pour « l'agriculture soutenue par la communauté » - (CCF-Community Connected Farming) a pour but , d'une part de d'inventorier les initiatives d'accès au foncier pour la CCF qui existent actuellement, et d'autre part, d'étudier l'étendue, le fonctionnement, les forces et les faiblesses de la CCF dans ces contextes.



---

### Développement durable dans les zones de lacs

Forum Synergies - GNF (Titus Bahner)

Le projet pour but d'aider les acteurs de la société civile à contribuer de manière plus participative au développement durable ; et de formuler des recommandations aux collectivités locales et gouvernements de l'UE pour des méthodes plus participatives de mise en œuvre des politiques environnementales.

---

### Enjeux liés aux savoirs paysans et projet européen Ecologie Paysanne Europe

Forum Synergies (Philippe Barret + Marina GUEDON)

L'initiative Ecologie Paysanne a pour but d'inventorier et promouvoir les Savoirs Ecologiques Paysans, en mettant en commun méthodes et expériences de collecte, transmission et valorisation de ces savoirs. Et également d'articuler les bases d'un réseau européen sur les Savoirs Ecologiques Paysans.

---

## Historique, missions et travaux du CELAVAR

### CELAVAR (Brigitte Giraud)

Le CELAVAR réalise et participe à l'élaboration d'études, guides méthodologiques et publications relatifs aux enjeux des territoires ruraux et du secteur associatif. Il permet aux acteurs du développement rural de se rencontrer et d'échanger sur des thèmes aussi variés que la création d'activités en milieu rural, la démocratie locale, la contribution des associations au développement local, ou encore les politiques et programmes européens.



---

## Présentation de l'action du CELAVAR régional

### Pays de la Loire

CELAVAR - Pays de la Loire (Sandra Dranne)

Le CELAVAR Pays de la Loire regroupe des réseaux d'acteurs du monde rural qui couvrent différents domaines d'action. Le réseau mène ainsi des actions coordonnées au niveau régional et apporte son expérience et ses compétences à l'animation du réseau rural Pays de Loire.

---

## Le projet ESCALE - Echanges Solidaires de Collectifs d'Accompagnements Locaux en Europe

CELAVAR - AFIP (Aude Torchy - Stanislas Pionnier)

ESCALE vise à développer un service européen d'accompagnement à la création d'activité en Europe dans une perspective de développement durable

---

## Formations et rencontres pour le développement durable des territoires ruraux

### UNCPPIE

Présentation de l'action du réseau des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement, visant à appliquer le développement durable dans les territoires ruraux pour des territoires à vivre.

---

## Restauration du patrimoine rural et développement des communautés locales.

### UNAREC (Denis Maïer)

Comment l'action d'Etudes et Chantiers contribue au développement des territoires ruraux dans une démarche associant rénovation et valorisation du patrimoine, insertion des publics en difficulté, et participation des habitants.

## Autres expériences diffusées

---

Buschberghof CSA, Le succès d'une ferme multifonctionnelle depuis plus de 20 ans.  
Buschberghof CSA

---

Créer - développer - mettre en réseau des espaces de TEST en Limousin.  
De Fil En Réseaux

---

Agriculteurs, consommateurs et qualité environnementale : mise en place d'un réseau de commercialisation directe impliquant des actions en faveur de la biodiversité.  
CPIE Périgord-Limousin

---

Un projet de Société Coopérative d'Intérêt Collectif sur l'éco-habitat (SCIC), en milieu rural.  
De Fil En Réseaux

---

Le Réseau de fermes Eco - Santé (Eco-Health Farm) de Lettonie.  
Eco-Health Farm Network

---

Préserver et promouvoir le patrimoine naturel et culturel de Foula, l'île la plus isolée des îles Shetlands  
Foula Heritage

---

Le Mas de Noguera : un exemple local de récupération et usage durable des ressources locales et de diversification d'activités dans les zones rurales de la Communauté Valencienne.  
Mas de Noguera

---

Maintenir l'équilibre entre protection du littoral avec le développement local durable de Pellworm, une petite île Frisonne située sous le niveau de la mer  
Ökologisch Wirtschaften

---

Travailler en collectif : le réseau d'acteurs de la Montagne Limousine, un réseau d'habitants acteurs de leur territoire  
De Fil En Réseaux

---

Soutien à l'artisanat dans les zones rurales estoniennes  
Lake Võrtsjärv Foundation

---

Restauration de la tourbière et zone humide de la Réserve Naturelle de Shapwick Heath en Angleterre - Une combinaison de conservation du paysage et de la biodiversité, éducation environnementale et gestion raisonnée et durable du territoire.  
Natural England

Les fiches descriptives ou documents de présentation de ces projets et expériences se trouvent en Annexe 6.

### 3. Visites de terrain

L'objectif des visites d'expériences était de permettre aux participants de comprendre les dynamiques à l'œuvre sur les territoires ruraux français, d'apprendre des expériences portées par d'autres, et d'identifier les moyens grâce auxquels de tels projets peuvent être portés.

Il s'agissait en particulier de voir comment les politiques - locales, nationales et européennes - encouragent ou au contraire contraignent les initiatives innovantes en milieu rural et agricole.

Les circuits ont porté sur les thématiques suivantes :

- Promotion des circuits courts, économie solidaire et restauration collective (Poitiers et environs)
- Culture, insertion et éco-construction (Lezay)
- Biodiversité, durabilité en agriculture et gestion des ressources naturelles (Vouneuil/St Gervais les trois clochers)
- Dynamique collective et valorisation des ressources naturelles (Vasles)

Les programmes détaillés des visites de terrain se trouvent en Annexe 3.



## Circuit 1: Promotion de circuits courts, économie solidaire et restauration collective.

### La restauration collective et l'approvisionnement bio

Frédéric Bouchareb, élu Vert de Poitiers chargé de la restauration collective a présenté l'initiative d'approvisionnement en l'alimentation biologique dans la restauration collective sur l'agglomération (130.000 hab.). Rappelons que suite au Grenelle de l'environnement, on préconise d'atteindre 20% de produits biologiques dans la restauration collective publique en France d'ici 2012. Poitiers assure déjà 20% d'aliments biologiques dans ses cantines. Deux cuisines centrales préparent 6.000 repas par jour pour les maternelles, écoles primaires et résidences pour personnes âgées. Cette initiative, s'inspire de la philosophie Slow Food afin d'assurer une alimentation bonne - éducation au goût, qualité nutritionnelle, propre - qualité des modes de production, recyclage des déchets et juste : accessible à tous, prix des repas modulés en fonction des revenus des familles. La subvention de la ville est motivée par son impact social car pour beaucoup d'enfants de milieux défavorisés le repas à la



la cantine est le seul repas équilibré de la journée : sur un prix de revient de 8 euros, le prix du repas est de 46 centimes pour les familles défavorisées. L'objectif serait d'atteindre 25% en 2010, mais la ville est confrontée au dilemme suivant : faut-il attendre le développement du bio local (et favoriser les circuits courts), ou importer (afin d'atteindre les objectifs Bio). Frédéric Bouchareb préconise d'inciter non-seulement les agriculteurs locaux à se convertir au bio, mais également de garantir des débouchés pour les convaincre. Il est indispensable d'améliorer l'approvisionnement et la distribution locale: l'expérience de la plate-forme PBD (Paysans Bio Distribution) en terme de logistique s'est terminée par un solde négatif tant financier qu'en terme de bilan Carbone (voir ci-après).

Cette expérience a été commentée plus en détail au cours de la visite par Jean Pierre Gouraud, coordinateur technique d'Agrobio Poitou-Charente. Ce dernier a d'abord présenté un aperçu de l'évolution du secteur biologique en France : la forte communication de ses dernières années sur le secteur biologique a eu des conséquences sur la consommation (augmentation de 20% du chiffre d'affaire bio en France) mais l'installation et la conversion à l'agriculture biologique ne suivent pas, en raison notamment de la baisse des aides au cours des 10 dernières années. Cela a conduit à d'importantes importations de produits bio mais a surtout lancé le débat de si l'important est de consommer bio ou local. Différentes pistes de propositions liées à une étude prospective réalisée par Agrobio Poitou-Charente sont présentées dans le document en annexe ; en définitive, l'enjeu pour Agrobio est de développer dans le futur une filière biologique régionale de production et transformation.

Concernant la défunte plate-forme logistique, Paysan Bio Distribution, un ensemble de circonstances a précipité sa fermeture: la méconnaissance des élus de la production locale (exigence de quinoa et produits hors saison), les négociations pour des prix bas (s'adaptant à la mission sociale des cantines), l'interdiction de référence au critère "local" dans les appels d'offres des collectivités pour l'approvisionnement des cantines, les paiements retardés (obligeant à une avance de trésorerie des producteurs), la valorisation partielle de la production, la multitude de points de livraison, erreurs d'organisation sont autant de causes de son échec. Un nouveau projet est cependant à l'étude : son ouverture à d'autres marchés que la seule restauration scolaire et une organisation sous forme de SCIC associant groupements de producteurs, transformateurs, distributeurs et élus seront-elles les clés de la réussite ?

### Le réseau des épiceries solidaires et chantiers d'insertion

Depuis 2007, la Communauté d'Agglomération de la Ville de Poitiers (CAP), en partenariat avec l'Afipar et l'association Minga, a lancé plusieurs initiatives dans le domaine de l'économie sociale et solidaire ; ce travail s'est traduit par la création de 15 groupes de consommateurs et d'AMAP sur la zone urbaine et péri-urbaine qui gèrent directement leurs achats auprès de producteurs locaux. Une attention particulière a été portée aux publics en difficulté s'approvisionnant auprès des 9 Epicerie Solidaires de la CAP. Catherine Joly et Gabriel Auxemery ont expliqué le fonctionnement de ce réseau de mutualisation des actions des épiceries solidaires. Afin d'assurer un accès à une alimentation de qualité pour tous, des partenariats sont développés avec des producteurs locaux (entre autres ceux qui approvisionnent les marchés et AMAP de Poitiers) afin d'introduire des fruits et légumes frais.

L'organisation collective de l'approvisionnement a permis de passer des accords avec le Groupe Coop Atlantique qui fournit épicerie sèche et congelée. Les poissons sont fournis par le chantier d'insertion des "paniers de la Mer qui revend les invendus de la criée de La Rochelle.

D'autre part, des formations sont offertes aux bénévoles et des actions d'animations sont menées dans les quartiers afin de regrouper les acteurs autour des épicerie, d'inciter les habitants à consommer des fruits et légumes. Les principales difficultés rencontrées concernent les tarifs des producteurs locaux, souvent élevés pour des épicerie sociales et l'absence d'une organisation logistique des circuits courts. Sur ce sujet est intervenu Bernard Guilloteau, directeur de L'Eveil, une association de quartier qui gère une épicerie solidaire, un chantier d'insertion avec jardin potager qui approvisionne le restaurant solidaire de l'association. Il a présenté le projet Malaguet qui tente d'apporter une réponse aux problématiques d'installation hors cadre familial et d'accès au foncier en zone péri-urbaine : la ville de Poitiers, en partenariat avec les acteurs sociaux et agricoles, propose de destiner un terrain de 40 ha à la production agrobiologique. Les 15 ha exploitables seraient destinés à des chantiers d'insertion (afin de fournir le réseau des épicerie solidaires de Poitiers), à une ferme-test (soutien à la formation) et l'installation de jeunes agriculteurs en maraîchage biologique (soutien à la production en zone périurbaine). Le projet devrait démarrer en 2011.

### Vente de produits bio locaux : l'exemple des Biocoop et des AMAP

Patrick Pachulski du magasin Pois Tout Vert (SARL Coopérative à capital variable) nous a présenté les caractéristiques du réseau BIOCOOP, qui a pour but de promouvoir et développer une agriculture biologique la plus locale possible. Ce réseau, leader de la distribution alimentaire biologique, compte 322 points de vente en France. Le Pois Tout Vert - qui vend des produits biologiques et du commerce équitable qu'ils soient alimentaires, d'entretien, de santé - adhère à la charte Biocoop mais est géré de façon indépendante. L'adhésion lui permet de bénéficier du label et des services communs : plateforme d'achat régionale, tronc d'assortiment commun produits référencés au niveau national, formations. L'approvisionnement local est privilégié pour les produits frais : les prix sont lissés sur l'année afin d'assurer des prix justes aux producteurs et consommateurs. La coopérative destine une partie de ses bénéfices à la formation et au développement de la conversion à l'agriculture biologique.



A Montamisé, Robert Sangély s'est orienté vers le maraîchage biologique après quelques années d'expérience dans la restauration. Après plus d'un an de recherche de terrain agricole en zone périurbaine, une opportunité foncière l'a conduit à acquérir 4,5 hectares alors en friche, sur ce village situé à 5km de Poitiers. Son épargne, un emprunt sous forme de crédit d'impôt ainsi que diverses primes (à la conversion en bio, jeune agriculteur) lui ont permis d'investir dans des serres plastiques, un système d'irrigation au goutte à goutte et un bassin de rétention d'eau. La proximité de la ville lui permet de commercialiser ses légumes en circuit court : auprès d'une AMAP de 60 familles, au magasin Biocoop de Poitiers, et en vente directe sur la ferme chaque vendredi après-midi. En deux années de production, il est bénéficiaire et peut se verser un salaire subvenant aux besoins du ménage (2 enfants). Il travaille avec son épouse, sans salariés et ne vend que sur 8 mois, d'Avril à Novembre. Les membres de l'AMAP rémunèrent le producteur par des versements mensuels ou trimestriels en échange de la fourniture hebdomadaire d'un panier de légumes de saison. Ces paniers sont livrés en un point unique où les familles viennent les chercher. L'avantage pour le producteur est de ne pas avoir à avancer de trésorerie et d'être assuré par l'AMAP en cas de maladie. Dans ce dispositif, bien adapté à l'espace péri-urbain, le maraîchage bio s'avère rentable à l'échelle d'une famille. Concernant l'avenir, plutôt que d'augmenter sa production, il préfère envisager une entente avec son voisin pour exploiter le reste de ses terres en légumes de plein champ (carottes, pommes de terre, choux) et ainsi vendre toute l'année tout en maintenant le contact direct avec le consommateur.

### Les réflexions du groupe au terme de la visite à Poitiers et Montamisé :

D'une manière générale et bien que les différents intervenants se plaignent de l'absence de soutien public, ce dernier est assez important en comparaison avec la réalité d'autres pays. Il se traduit par un soutien financier (subvention aux producteurs biologiques, financement de projets de distribution) ou politique (augmenter le % d'aliments bio dans les cantines). En dépit des mésententes existant entre les décideurs politiques et le secteur associatif ou privé, les participants ont fait le constat d'une véritable pratique de travail en partenariat, comme l'illustrent les comités de pilotage du réseau d'épicerie solidaires ou du projet Malaguet au sein desquels associations, producteurs et administration sont impliqués. En définitive, le dialogue existe.

Les participants ont également mis l'accent sur les questions suivantes :

- l'importance de politiques publiques actives pour l'accès au foncier en zone péri-urbaine (exemple du projet Malaguet, et du maintien de la vocation agricole des terres pour la ferme de Robert Sangély)
- le frein des politiques européennes pour un approvisionnement local en restauration collective : les normes de concurrence européennes interdisant d'utiliser le critère du local dans les cahiers des charges limitent les possibilités des producteurs locaux.
- les contraintes des normes d'hygiène pour les Epicerie solidaires
- l'exemple de Biocoop : en terme d'approvisionnement auprès de producteurs locaux qui pourrait être intégré dans les politiques publiques.
- l'importance de l'existence de financements pour la promotion de l'agriculture biologique, la conversion et l'organisation des producteurs comme le montre l'expérience de PDB.

### Circuit 2 : Culture, insertion et éco-construction au Moulin du Marais de Lezay

Avec un peu plus de 2000 habitants, la commune de Lezay est classée Zone de Revitalisation Rurale, victime de la crise agricole et de la déprise démographique. Ce territoire a cependant su développer son attractivité et dynamiser la vie locale en misant sur les ressources et énergies locales pour un projet de développement durable.

#### Première étape du circuit, le Moulin du Marais.

Le Moulin du Marais a été rénové récemment grâce à des financements obtenus dans le cadre d'un PER. Joseph Joubert, maire de Lezay, a expliqué aux participants la démarche engagée et les obstacles rencontrés pour rénover ce moulin à eau traditionnel, réinvestir cet ancien site industrialisé et pollué et monter un vrai projet de développement territorial durable. Le site a fait l'objet de rénovations et de constructions respectant les règles du bâti écologique, et des formations à l'éco-construction vont être mises en place. La SCIC Gephyra présente sur le site développe une activité d'éco-construction.



Le moulin accueille également l'ADEP, association d'insertion par le maraîchage biologique et la restauration du petit patrimoine, qui fournit notamment des paniers bio hebdomadaires aux habitants du village. Il est enfin un véritable pôle culturel en milieu rural, avec l'Union Régionale des Foyers Ruraux animée par Jean-Jacques Epron, qui y a mis en place une théâtrethèque, et qui dispose d'une salle de spectacles avec une capacité de 80 personnes devenu lieu de création et de diffusion dédié aux arts de la parole, et qui va prochainement mettre en place des résidences d'artistes.

Inauguré en juin dernier, ce projet est le résultat d'une co-construction entre collectivité locale et acteurs associatifs, et il s'inscrit plus largement dans un projet de territoire qui a fait de la lutte contre le changement climatique une de ses priorités. Valérie Brunet, directrice du Pays Mellois, a

ainsi présenté le pays et ses axes de développement. Si le projet du Moulin du Marais n'a pas été soutenu par le FEADER, le pays s'est appuyé sur cette expérience pour son actuelle programmation qui comporte un axe « environnement et l'adaptation aux changements climatiques ».

### **Deuxième étape du circuit : Chanvre Mellois, à Melleran.**

Christian Michau a présenté la SARL Chanvre Mellois, une initiative collective de 9 producteurs locaux qui ont chacun dédié une partie de leurs parcelles à la culture durable du chanvre pour l'éco-habitat. Ils ont construit leur propre unité de transformation et vendent aujourd'hui 80% de leur production dans la région. Un moyen de diversifier leurs exploitations au bénéfice du développement de l'éco-construction à partir de matériaux locaux dans la région.

## **Les réflexions du groupe au terme de la visite du Moulin du Marais et de la SARL Chanvre Mellois**

### **Moulin du Marais :**

Des questions se sont posées quant à la reproductibilité de l'expérience du Moulin du Marais : s'il s'agit d'une expérience issue d'une dynamique locale, le dispositif de financement qui permis la concrétisation de ce projet, l'appel à projet Pôle d'Excellence Rurale, pourrait être reproduit ailleurs. Il a été souligné qu'avec la réforme des collectivités territoriales qui vient d'être adoptée, les financements croisés département - région, qui ont été mobilisés pour ce projet, ne seront plus possibles.

Ce projet a aussi bénéficié d'une réelle motivation politique et d'une ingénierie efficace, deux ingrédients essentiels au succès de ce type d'initiative.

### **SARL Chanvre Mellois :**

1) Ne pourrait-on pas réduire les subventions agricoles en faveur du transfert d'expérience et de savoir ?

Christian Michau a expliqué que les 9 producteurs locaux de Chanvre n'ont pas souhaité être aidé via des aides directes. Leur souhait est d'être rémunéré à un prix juste sans être soutenu. L'action de l'Europe pourrait alors se centrer sur un rôle de transfert d'expériences innovantes conduites sur les territoires pour en favoriser leur transposition.

2) Comment avoir une politique de développement rural européenne plus équitable ?

Un exemple est cité : les subventions des sols en friche pourraient être utilisées différemment.



## **Circuit 3: Biodiversité, durabilité en agriculture et gestion des ressources naturelles**

### **La Réserve naturelle du Pinail**

Les participants ont visité à Vouneuil-sur-Vienne la réserve naturelle du Pinail : cette Réserve Naturelle Nationale, déclarée en 1980, protège un milieu de landes à Bruyère à balais appelé localement "Brandes", ainsi qu'une faune et flore particulièrement riche et originale. Depuis le 17ème siècle, le Pinail était utilisé par les riverains à différentes fins : pacage du bétail, lieu de chasse et de pêche, extraction de la pierre meulière, utilisation de la brande comme combustible.

Face aux nombreux conflits d'usage et pour la protection du milieu, le site est devenu réserve naturelle sous l'impulsion de l'Etat et est géré depuis la fin des années 1980 par GEREPI, une structure mixte associant Etat, collectivités territoriales, associations de protection de la nature, scientifiques et autres parties prenantes (chasseurs, agriculteurs...) au bénéfice de la protection du site. GEREPI réalise des suivis écologiques et études flore, faune et habitats naturels, s'assure du respect des

milieux par les visiteurs et a développé des activités d'accueil du public pour faire découvrir la réserve et ses richesses naturelles. Des outils pédagogiques adaptés au public jeune ont été créés, ainsi qu'un fauteuil roulant adapté pour permettre l'accès au site aux personnes à mobilité réduite. Le Pinail est devenu un lieu de sortie et de découverte de la nature pour les habitants de la région et les touristes.



### Le Moulin de Chitré

Le Moulin de Chitré règne sur les bords de la Vienne depuis le IX<sup>ème</sup> siècle. Il est devenu un lieu de visite touristique avec son espace muséographique et est animé par le CPIE Seuil du Poitou qui y développe des activités d'éducation à l'environnement. Cette visite a été l'occasion d'évoquer les enjeux liés à la conservation du patrimoine en milieu rural. En effet, si le moulin de Chitré contribue à l'attractivité touristique du territoire et à la sauvegarde du patrimoine et des savoir-faire locaux, sa rénovation est coûteuse. Actuellement, on recherche des financements pour restaurer l'ancienne machinerie du moulin. Si des financements européens pourraient être mobilisés, l'affaire semble complexe du fait de la bureaucratie que cela implique et de la difficulté à trouver des cofinancements.

### La ferme de la Croix-Blanche

Le groupe s'est ensuite rendu à la Ferme de Croix Blanche à Saint-Gervais, où Claude Souriau nous a présenté son travail, le contexte agricole de la région, les différentes initiatives auxquelles il participe et l'impact de la PAC sur son activité et son territoire.

Claude, dont l'élevage de volailles et les productions de maïs, céréales, tournesol, et légumineuses sont en cours de conversion biologique, développe son activité dans une recherche d'autonomie et de cohérence. La quasi totalité de l'alimentation de ses volailles est produite sur la ferme, il a son abattoir et vend sa production localement : dans le magasin de la ferme, auprès d'un groupe de consommateurs, sur les marchés locaux et dans quelques supermarchés locaux, en coopération avec d'autres agriculteurs. Si Claude bénéficie de soutiens à la production et d'aide à la reconversion de la PAC, il fait le constat que la PAC reste principalement orientée vers l'agriculture intensive. Dans la région, on constate que les politiques européennes ont clairement fait le jeu de l'agrandissement et de l'intensification. Le nombre d'agriculteurs continue à diminuer et seuls 100 sur 3700 sont en bio dans le département. Claude est par ailleurs impliqué dans d'autres initiatives que sont venus présenter Thomas Barthou, paysan-boulangier récemment installé, et Guillaume Grasset, animateur du CIVAM de Châtelleraut.

Le groupe a pu prendre la mesure des obstacles à l'installation grâce au témoignage de Thomas Barthou. Pour son installation Hors Cadre Familial, pour une activité atypique, et sans formation agricole, il ne peut bénéficier des soutiens classiques à l'installation. Ce paysan boulangier a donc pu accéder à 15 hectares grâce au GFA dont fait partie Claude, et faire un prêt pour l'achat de l'équipement nécessaire à son activité grâce au soutien d'une coopérative.

Enfin, Guillaume Grasset nous a présenté l'action du CIVAM et en particulier le projet semences paysannes. Malgré les très fortes contraintes réglementaires européennes qui pèsent sur l'utilisation des semences, plusieurs agriculteurs échangent leurs expériences et leurs connaissances sur les semences paysannes (maïs, blé), pour sauvegarder et développer la biodiversité cultivée.



### Les réflexions du groupe au terme de la visite sur l'impact de la Politique Agricole Commune

Le groupe a constaté que la viabilité des deux fermes dépendait des subventions européennes, alors que leurs ventes sont bonnes. Est-ce parce que la production bio est plus coûteuse ? Ou parce qu'elle est moins productive qu'en conventionnelle ? La question reste posée.

Si cette dépendance aux aides européennes peut certes être considérée comme problématique, le panorama de l'agriculture de la région a surtout montré que l'orientation même des aides européennes pose question, et que celles-ci devraient davantage soutenir les pratiques durables et permettre la production de nourriture à destination des consommateurs locaux. La question globale est surtout celle de la volonté des consommateurs à payer le prix réel de leur alimentation, un prix qui comprend les coûts environnementaux de la production !

Un enjeu plus spécifique et néanmoins fondamental pour l'agriculture est celui de l'installation des jeunes, en particulier des jeunes porteurs de projets innovants qui ne viennent pas nécessairement d'une famille d'agriculteurs. Les barrières à l'installation menacent l'avenir de l'agriculture.

### Circuit 4: Dynamique collective et valorisation des ressources du territoire sur le canton de Ménigoute (Vasles)

Depuis le milieu des années 70, des élus, des associations, des citoyens du canton de Ménigoute ont délibérément misé sur la valorisation des ressources du territoire et sur la mise en œuvre d'activités innovantes pour rendre plus attractif ce territoire pauvre du Poitou, et inverser la tendance de perte de population et d'activités.

En 1975, la dynamique collective locale a permis de créer le Centre Social et Culturel du canton de Ménigoute, qui a développé l'offre de services et les animations socioculturelles (cinéma rural, halte-garderie, gestion de l'épicerie sociale ou coordination de chantiers d'insertions etc).

En 1985, le lancement du Festival International du Film Ornithologique, toujours renommé 25 ans après, entraîne la création du Centre Permanent d'initiatives pour l'Environnement qui conduit différentes actions d'éducation et sensibilisation du public à l'environnement, d'animation de territoire (Natura 2000, valorisation locale des ligneux), d'accompagnement des pratiques durables (Agenda 21, Ecomanifestation, Réduction de pesticides).

Mais la crise de la production ovine de la fin des années 1980 provoque le départ des jeunes et des éleveurs, et les élus cherchent à dynamiser l'économie locale. Comme l'a expliqué Jean-Pierre Poteau, les élus, désireux de s'appuyer sur les ressources locales et humaines, cherchent à relancer l'activité ovine et lancent le projet Mouton Village.

En 1992 un parc touristique sur le thème du mouton ouvre ses portes, tandis que parallèlement on relance la production ovine en misant sur la qualité. L'initiative contribue au développement de nouvelles activités : un atelier traiteur est créé et génère des emplois, et on travaille parallèlement à l'attractivité du territoire par des travaux d'embellissement du bourg et la création de la maison du mouton, lieu touristique et culturel, efforts poursuivis dans les années 2000 avec la rénovation de la place du village et l'ouverture d'une salle de cinéma-spectacles.

La diversification autour du mouton se poursuit, avec la création d'une ferme ovine permettant la formation de jeunes par des éleveurs, et d'une bergerie fromagère. Un projet Interreg III pose les bases d'un projet de valorisation de la laine, qui, à Vasles, se traduit par la création de la SCIC La



Buissonnière - LaNatural. Benoît Michenot, co-gérant de cette structure qui associe usagers, bénévoles, élus et salariés a présenté les deux volets d'action de la SCIC : l'auberge La Buissonnière - dont la spécialité au menu est bien sûr l'agneau- et Lanatural, dont l'ambition est d'apporter de nouvelles solutions à la valorisation de la laine pour les éleveurs (isolant, engrais naturel etc...). Egalement entreprise d'insertion, la SCIC réintègre au projet la plus-value créée ; cependant, elle n'est pas encore rentable aujourd'hui.



Si toutes ces initiatives ont favorisé la création d'emplois et freiné la perte de population, le territoire connaît des mutations entraînant des difficultés. La filière viande ovine est peu porteuse, et la préoccupation pour cette filière tend à baisser, d'autant qu'il n'y pas de valorisation de la viande sur le territoire. La population locale est quant à elle marquée par le vieillissement et une déconnexion croissante entre populations anciennes et nouveaux arrivants, qui travaillent souvent à Poitiers et ont de nouveaux besoins.

Si de nouveaux projets émergent (maison de retraite, quartier durable...), localement se pose la question de continuer à miser sur la valorisation du mouton, tandis que s'exprime la nécessité de lancer une nouvelle dynamique économique qui ne soit pas uniquement basée sur l'économie résidentielle. Peut-être que le projet d'Agenda 21 commun à plusieurs organisations locales, présenté par Adèle Gamache du CPIE, sera le déclencheur de nouveaux projets.

#### **Les réflexions du groupe au terme de la visite sur l'impact des politiques publiques :**

Politiques européennes : les participants ont constaté que les programmes européens ont aidé à lancer certains projets, cependant l'intérêt principal de ces programmes réside dans la possibilité qu'ils offrent en matière de diffusion et d'essaimage d'initiatives et de modèles.

Politiques locales : l'attention des participants a surtout porté sur l'évolution du jeu d'acteur local, les clivages d'opinion et de génération qui ont ré-orienté le projet en particulier depuis les dernières élections municipales.

## **4. Présentation du contexte rural français et régional par Auguste templier**

Auguste Templier nous a présenté un aperçu des évolutions de l'agriculture sous forme de 3 tableaux successifs: celui d'une agriculture durable mais que ses acteurs n'ont plus considérée comme tenable, celui d'une agriculture tenable mais partout analysée comme non durable, avant d'aborder des pistes de réflexion autour du tenable et du durable.

Partant de son vécu d'enfant de la campagne au lendemain de la 2ème guerre mondiale, il brosse le portrait d'une vie agricole permettant que 12 personnes vivent d'une ferme de 30 ha mais physiquement rude, notamment pour les femmes. Les perspectives de liberté et de promotion qu'offre la ville activent l'exode rural. La modernisation de l'agriculture avec l'introduction des produits chimiques, de la mécanisation etc., sonne le glas de ce modèle qualifié de durable : « *On était de facto dans du durable, en même temps que dans une situation qui n'apparaissait pas comme tenable aux acteurs (qui représentaient alors un tiers de la population). Ceux-ci cherchaient donc soit à fuir, soit à monter fiévreusement dans le train du 'progrès' et l'industrie les attendait. Une génération qui a entraîné ses descendants à se méfier viscéralement de tout ce qui pourrait reproduire le même modèle. J'imagine que des transpositions pourraient se faire dans les pays à 'agriculture pauvre' ».*

La période qui suit et nous mène jusqu'à la fin du XXème siècle est celle d'une agriculture intensive, en recherche d'autosuffisance alimentaire mais également orientée vers l'exportation. Comme l'explique Templier « *derrière ce mouvement se sont ainsi introduits des changements de fond comme le recours massif aux intrants, à l'hybridation, la monoculture, l'évolution vers une agriculture de filières appuyée sur les coopératives, dans le contexte général d'explosion de l'agro-alimentaire qui se revendiquait comme l'un des principaux artisans de l'excédent de la balance des paiements. A travers l'électronique, la robotique, et bientôt l'informatique, de nouveaux 'esclaves' immatériels se mettaient au service du paysan devenu agriculteur. Il trouvait là matière à des sentiments de fierté, se vivant désormais comme un exploitant non exploité. Une multitude d'organismes para agricoles sont alors venus en adjuvants.* »

La remise en cause de ce modèle est assez récente : cette agriculture régie au niveau européen, « *qui est restée dans la légalité* » est accusée de « *pollution, appauvrissement génétique, épuisement de la ressource, dérèglement climatique, falsifications du produit, banalisation des saveurs, périls sanitaires, autodestruction (souvent plus qu'une ferme par commune et 2,5 % d'agriculteurs pour la France sans faire état des emplois induits) avec des charges de capitaux qui rendent les outils difficilement transmissibles. Pour accompagner ces évolutions, des subventions de plus en plus pointées du doigt par le contribuable* ».

La question qui se pose alors est le moyen de conjuguer un modèle durable et qui soit socialement et économiquement « *tenable* » pour les acteurs de ce secteur. Différentes visions s'opposent : agriculture conventionnelle, calquée sur le modèle interventionniste des décennies passées, agriculture maîtrisant les intrants sans pour autant remettre en cause le modèle, agriculture de proximité mettant l'accent sur les circuits courts et privilégiant authenticité et économie d'énergie ou encore l'agriculture biologique.

Il signale également la tendance de la société à dénoncer le modèle agricole sans remettre en cause son propre modèle de vie. Et nous invite à une « *opération de déconstruction* » : un exercice de mise en parallèle des réalités du secteur agricole avec les autres secteurs de la société sur le plan économique, social, politique ou philosophique. Ce qui l'amène à relativiser et surtout à inviter à ce que les changements à introduire se fassent dans l'écoute et la remise en cause mutuelles : « *nous sommes tous des paysans qui aurions aussi à lever notre propre capot. Et il s'ensuit que le dialogue social et territorial, comme entre les différentes orientations qui se sont développées au cours de l'histoire a une importance fondamentale, dialogue que préconise d'ailleurs le protocole de Rio comme quatrième composante du développement durable. En acceptant de se donner le recul nécessaire pour comprendre les positions de l'autre, et en nous éloignant des ostracismes ou des tirs de boulets chacun à partir de son bunker. Si chacun n'accepte pas de faire un pas, on est dans l'affrontement stérile, alors que la marche généralisée vers une agriculture à la fois durable et tenable répond à une équation bien plus complexe qu'on veut souvent la faire.*

*Encore une fois, cela ne dédouane pas des combats, à condition qu'ils concernent aussi ses propres pratiques. On aura toujours et heureusement besoin de prophètes et de réalistes, si ce n'est qu'ils peuvent aussi tomber dans leur propre caricature. Or il faut bien que nous nous préoccupions du vivre ensemble. Avec en ligne de mire que le durable repose aussi sur la démocratie participative, le travail au niveau des corps intermédiaires, des associations, confronté à la fois à l'opinion et à la réalité toujours têtue. Dans l'égalité d'estime. Pour qu'on n'en soit pas, comme le craignait Michelet, avec une petite nation qui s'agit à l'insu de la grande.* »

## **6. Construction du message : travail en ateliers**

Les participants ont librement choisi les thématiques dont ils voulaient débattre afin de compléter et enrichir le message ARC. Organisés en 4 ateliers portant sur des thématiques ciblées ou sur des sujets globaux, ils ont souhaité échanger sur : la démocratie dans la gouvernance locale, la pauvreté rurale, l'accès à la terre et l'agriculture en circuits courts et économie solidaire, une approche générale des politiques européennes en faveur du développement rural et agricole.

Au-delà des conclusions présentées ci-dessous, ces ateliers ont permis aux participants de confronter les différences de situations au sein de l'UE, et la formulation de principes et de propositions concrètes qui ont servi à élaborer un message commun.

## ATELIER 1 : La démocratie , ça se vit en s'exerçant

Après avoir collectivement constaté une régression de la participation et de l'implication des citoyens en Europe, le groupe a échangé sur les besoins en matière de démocratie :

- La démocratie nécessite des lieux d'expression en dehors du vote,
- La représentation des acteurs du dialogue civil doit être multiple et intégrer au-delà du cercle des initiés, être appliquée dans tous les secteurs (pas seulement environnemental par exemple), et de manière transversale (à l'échelle d'un territoire, intégrer zones urbaines et rurales).
- Les initiatives innovantes locales devraient transmettre leur expérience en nouvelles formes de démocratie pour institutionnaliser de nouvelles formes de dialogue civil,
- L'implication des citoyens et leur participation devrait être encouragée dans les projets menés au niveau local, car c'est à cette échelle qu'il est possible d'être réellement acteur.

Pour ensuite identifier les obstacles à la participation :

- Au-delà du manque de lieux d'expression, c'est la nécessité d'aller au-delà du simple processus consultatif qui est essentielle,
- Les conditions de l'indépendance des citoyens pour leur expression libre ne sont pas toujours garanties.

Constatant que cette évolution de la mobilisation citoyenne est à mettre en cohérence avec les moyens que les institutions intègrent, les participants en ont appelé à :

- Eduquer les enfants et les citoyens, introduire la démocratie dans les écoles
- Ouvrir des espaces physiques et géographiques où se rencontrer, au niveau local ( et pas seulement avec l'outil Internet) , avec des formes de régulation permettant que les plus « forts » ne soient pas les seuls à s'exprimer
- Maintenir un mode d'élaboration de projets local : car au niveau local, on arrive à maintenir une participation des citoyens, qu'ils soient acteurs de leur territoire.
- Recadrer la place des décideurs politiques : une meilleure implication des élus pour plus d'écoute, une possibilité d'évaluation de projets, de discussions publiques, de processus participatifs continus pendant tout l'exercice du mandat.

Pour les pouvoirs publics et l'UE, il faut :

- Institutionnaliser le dialogue civil
- S'inspirer des initiatives locales innovantes, financer ces expériences innovantes d'expression démocratique dans les projets de développement
- Réintroduire de l'accompagnement de projets et des processus participatifs dans l'élaboration des projets, dans les programmes européens : que l'outillage nécessaire soit impulsé par ces programmes

## ATELIER 2 : La pauvreté rurale en Europe

Après avoir confronté les situations respectives des membres du groupe issus de pays aux niveaux de développement très différents, les participants se sont mis d'accord sur les propositions suivantes :

**Nous voulons un monde de solidarité et de sécurité alimentaire**

- La construction européenne ne doit pas être au profit des tenants du capital mais s'intégrer dans une vision mondialiste de solidarité dans la dignité humaine.
- L'alimentation est un bien commun et non un produit commun.

### **Nous voulons UNE Europe, qui ne soit pas divisée entre riches et pauvres**

- Accès aux soutiens pour tous les européens,
- Egalité des chances dans l'éducation, l'économie, la santé, la culture, la mobilité, pour tous,
- Ce ne sont pas les moyens de bien vivre en Europe qui font défaut. C'est leur accessibilité pour tous qui reste à construire.
- Permettre à tout européen de 7 à 77 ans d'être un acteur pour l'élaboration d'un autre développement économique de l'espace rural.

### **Nous voulons combattre la pauvreté au moyen de la connaissance**

- Une éducation adaptée aux habitants des zones rurales et au 21ème siècle,
- Des moyens variés et adaptés à chaque pays pour développer l'économie rurale de leur territoire,
- On peut avoir un aperçu du futur quand on regarde les enfants d'aujourd'hui,
- Une meilleure diffusion de l'information et plus de liens avec la situation concrète permettra sans doute de mieux faire connaître les opportunités d'emplois déjà existantes dans les territoires ruraux.

### **Résumé**

- La pauvreté rurale s'accroît, de même que les écarts de richesse entre les plus aisés et les plus démunis,
- Il ne s'agit pas d'un manque de ressources mais d'un manque de formation,
- Une approche intégrée et transversale est nécessaire : il faut des réponses complexes aux problèmes complexes,
- Il faut des politiques spécifiques à la pauvreté rurale, elle est liée à la pauvreté urbaine mais différente,
- Il faut s'attacher davantage aux gens qui travaillent la terre et pas aux hectares,
- Pas de charité, mais une réorganisation de toute la structure développement UE / national / régional
- L'emploi ? Créez des emplois verts.

## **ATELIER 3 : APPROCHE GLOBALE**

Ce groupe de travail a défini 4 sujets dont il souhaitait débattre :

### **1. Les soutiens à l'agriculture**

Le groupe a fait le constat d'une inégale répartition des aides européennes entre états-membres, entre types d'acteurs (notamment entre agriculteurs et ONG), et d'une nécessaire réorientation de leurs objectifs. Considérant que les subventions ne sont pas un objectif en soi ni un simple soutien à la production, il a préconisé leur réorientation en faveur de la protection de l'environnement, la transmission des savoirs et le soutien à l'organisation collective des agriculteurs.

### **2. Cohésion entre politiques et échelles décisionnelles**

On a constaté un manque de cohérence entre les différentes politiques européennes mises en œuvre localement, et entre les objectifs des différents financements. C'est particulièrement flagrant quand on voit qu'il n'est pas possible de recourir à plusieurs financements européens pour un même projet.

Le groupe en a appelé à la mise en place des mécanismes locaux de coordination, pour que les questions transversales soient débattues et prises en compte à l'échelle locale.

### 3. Soutien aux ONGs rurales

Plusieurs enjeux ont été soulignés par les participants :

- Les associations, alors qu'elles contribuent au développement des territoires, bénéficient de peu de soutiens contrairement à d'autres acteurs. De plus, les financements européens ne sont pas adaptés aux spécificités des associations (avances de sommes importantes, démarches complexes...). Il faudrait donc faciliter l'accès aux financements et alléger la bureaucratie.
- Elles n'ont pas non plus une place suffisamment importante dans les processus démocratiques : il conviendrait d'accorder plus de place aux associations dans les instances de concertation et de décision (dans certains états-membres, seuls les agriculteurs participent aux réseaux ruraux); et surtout de privilégier les approches ascendantes, partant du local : tout développement part du local ! LEADER est redevenu national alors qu'il était régional auparavant : les GALs devraient décider pour eux-mêmes.

### 4. Jeunes agriculteurs

L'installation des jeunes agriculteurs est souvent contrainte par la réglementation. En Estonie par exemple, il est nécessaire d'avoir suivi une formation agricole pour pouvoir reprendre une exploitation, mais cela exclut de fait tout autre type d'activité qui pourrait être conduite dans la ferme. L'investissement pour démarrer constitue également un frein. Il faut donc ouvrir les soutiens à des activités diversifiées et réellement aider à l'installation des jeunes.

### 5. Les savoirs locaux

Le groupe a souligné que la solution réside souvent dans les savoirs plutôt que dans le financement. Il faut donc favoriser la transmission des savoirs, et réhabiliter les savoirs locaux qui ont souvent de vraies réponses à apporter, en particulier sur les questions environnementales.

## ATELIER 4 : Accès à la terre - agriculture locale, durable et solidaire

Dans cet atelier, on a surtout pu comparer les réalités agricoles de pays de l'Est de l'Europe avec celle de l'Ouest, et faire le constat suivant : à l'heure où l'Europe de l'Ouest tente de re-développer une agriculture paysanne, l'agriculture d'Europe de l'Est s'intensifie.

#### Présentation de l'expérience Terre de Liens

Terre de liens propose de changer le rapport à la terre, à l'agriculture, à l'alimentation et à la nature, en faisant évoluer le rapport à la propriété foncière. Ses actions visent à soutenir l'agriculture paysanne, familiale et/ou biologique dans un contexte qui est favorable à l'agriculture industrielle. Le projet de Terre de Liens propose de faire de la terre un lien entre les citoyens. L'association a favorisé 7 000 expériences réussies d'installation agricole.

#### La réalité anglaise

Alors qu'en Grande-Bretagne les prix de la terre sont très élevés, des expériences anglaises visent un changement de paradigme. Le prix est aujourd'hui complètement déconnecté de la capacité productive de la terre. Le concept de « Community Connected Farming » souligne :

- Un autre lien avec l'alimentation,
- Un autre lien avec les citoyens.

Il s'agit de faire se rencontrer les besoins des citoyens (souhait d'une alimentation de qualité, vivre d'une agriculture paysanne, etc.) et ceux de la terre (préserver l'environnement, la capacité productive de la terre).

### Et en Europe de l'Est ...

Les pays de l'Europe de l'Est sont confrontés à une diminution de l'agriculture paysanne au profit de l'agriculture industrialisée, l'agriculture paysanne souffre d'un manque de compétitivité et les paysans vendent leurs terres à de gros investisseurs

Aujourd'hui, en Europe de l'Est, le problème n'est pas tant l'accès à la terre que l'accès aux financements et à la connaissance. La question de la préservation de l'agriculture paysanne et de l'installation des jeunes se pose. Les jeunes ne veulent plus faire de l'agriculture paysanne. C'est probablement sur ce point que des ponts entre l'Europe de l'ouest et l'Europe de l'est peuvent se faire.

Les consommateurs quant à eux ne souhaitent pas spécifiquement des productions locales alors que les terres sont redevenues « saines » depuis le communisme.

**En conclusion, la question des savoirs est fondamentale.** On nous dit aujourd'hui qu'il faut faire du durable alors qu'on nous disait le contraire il y a 20 ans !

Alors qu'en Europe de l'Ouest des expériences visent à re-développer une agriculture paysanne, on assiste en Europe de l'Est à une diminution importante de celle-ci. Comment freiner cette tendance dans les pays d'Europe l'Est pour qu'ils ne suivent pas le chemin que connaissent aujourd'hui la France ou la Grande-Bretagne ?

Après une mise en commun de ces constats et propositions, l'ensemble des participants a échangé avec Gérard Barc, maire-conseiller général de Vouneuil-sur-Vienne et Benoît Biteau, Vice-Président du Conseil régional de Poitou-Charentes, sur l'avenir des politiques agricoles dans la région, au niveau national et européen.

Samedi soir, alors que les participants découvraient les danses traditionnelles de la région au bal folk organisé dans la salle municipale de Vouneuil-sur-Vienne, une petite équipe a rassemblé toutes les conclusions des visites de terrain et des ateliers au sein d'un même texte. Présenté le lendemain matin aux participants et amendé par ceux-ci, voici ce qu'on appelle désormais le «message de Vouneuil».



## 7. Message de Vouneuil :

### Notre message à la Convention Agricole et Rurale ARC2020

65 représentants de la société civile européenne, venus de 14 pays européens, se sont rencontrés à Vouneuil-sur-Vienne afin de tirer des enseignements des projets de développement rural durable de la région, et pour échanger leurs points de vue sur la réforme à venir des politiques européennes de développement rural et agricole. Les rencontres ont été organisées par le CELAVAR, une coordination associative française rassemblant des réseaux d'éducation populaire porteurs d'initiatives rurales de développement durable, et FORUM SYNERGIES, un réseau mettant en lien les pratiques locales de développement durable dans toute l'Europe. Les participants ont débattu de ce qu'ils ont vu dans la région, et l'ont confronté avec leurs propres projets locaux et régionaux. Les organisateurs ont rassemblé les idées et attentes de chacun en amont des rencontres et à l'issue de celles-ci au sein d'un dossier de présentation des participants. A la fin des rencontres, les participants se sont mis d'accord sur le message qui suit, adressé à la Convention Agricole et Rurale ARC 2020.

#### Plus de démocratie

Une réforme démocratique des politiques agricoles et rurales doit s'élaborer sur la base de valeurs et de principes, et non sur la perspective de redistribuer l'argent public ou d'inventer de nouvelles politiques. La question de la coopération entre les acteurs locaux doit être considérée comme prioritaire par rapport à celle de la concurrence dans l'accès aux parts de marché ; les enjeux de solidarité et de cohésion doivent venir avant la croissance économique, la participation des citoyens avant le contrôle centralisé.

Afin de parvenir à une citoyenneté européenne active dans les régions urbaines et rurales de l'Europe, nous sommes prêts à prendre la responsabilité d'agir en faveur d'un renouveau démocratique au sein de la société civile, un renouveau qui encourage les citoyens à prendre part à la renaissance économique, environnementale et sociale de la vie rurale. Cette responsabilité se fixe pour objectifs de permettre à tous l'accès à une nourriture saine en quantité suffisante, d'apporter un soutien à l'expression démocratique, à l'échange de savoirs et à une vie décente. Nous envisageons notre engagement en faveur d'une citoyenneté locale et européenne comme un complément à la démocratie représentative, et qui contribue à la renforcer.

Nous travaillons en faveur de meilleures formes de dialogue territorial et d'échanges de bonnes pratiques entre les personnes qui vivent dans les territoires ruraux, afin que les populations de ces espaces s'inspirent d'innovations durables. Nous en appelons à un meilleur partage de l'accès aux savoirs et aux biens, y compris à une éducation spécifiquement adaptée aux besoins des territoires ruraux. Nous souhaitons particulièrement encourager les jeunes à s'installer en agriculture et à s'investir dans d'autres types d'activités et d'entreprises rurales. Nous voulons contribuer à la programmation et à la prise de décision concernant le développement rural depuis le local et dans une approche ascendante, dans la suite de ce qui s'est fait au sein de LEADER dans sa conception initiale et d'autres initiatives communautaires précédentes. Nous avons le sentiment que l'actuel programme LEADER tend à s'éloigner de cette approche ascendante.

Nous voulons partager le pouvoir et les responsabilités avec les autorités locales et régionales, afin de renforcer les liens entre les populations locales et leurs représentants. Les initiatives citoyennes doivent être au cœur de connexions plus fortes entre régions urbaines et rurales afin d'établir une gestion plus équilibrée des ressources et des besoins ruraux et urbains.

### **Coproduiteurs de nourriture**

Nous considérons la nourriture, la terre et l'environnement avant tout comme une richesse commune et non pas comme de simples produits marchands. Les agriculteurs et les consommateurs devraient devenir des co-producteurs de biens communs. Il y a une différence entre la vente de quelques framboises sur un marché local et l'acquisition d'un contrat à terme sur le marché du porc. Nous nous intéressons davantage aux personnes qui travaillent la terre qu'aux subventions à l'hectare. C'est en créant des liens directs entre les agriculteurs et les transformateurs et les marchés locaux et régionaux que nous pouvons agir en faveur de modes de vie plus durables. Nous ne devons pas promouvoir la transformation à bas coût des produits alimentaires au détriment de la qualité de la nourriture, d'un environnement sain et de la souveraineté alimentaire.

### **Changement démographique, femmes et jeunes**

Le vieillissement de la population en milieu rural devient un problème à partir du moment où les jeunes femmes et hommes n'envisagent pas leur avenir dans l'agriculture ou dans d'autres activités au sein des territoires ruraux. Nous attendons des politiques rurales et agricoles qu'elles améliorent les infrastructures rurales sur les territoires, en rapprochant les écoles, l'éducation et la vie culturelle des lieux de vie des habitants. Ce sont en particulier les femmes et les jeunes hommes qui quittent les fermes et les zones rurales parce qu'ils perdent espoir dans leur futur. Les politiques rurales doivent rendre la vie rurale plus attractive, elles doivent accroître les liens entre les territoires et leur permettre d'échanger leurs expériences et leurs informations. Nous voulons davantage de soutien à l'engagement des jeunes grâce à la reconnaissance des savoirs acquis par la pratique, où la participation à des projets durables et la création d'activité contribuent à renforcer ces liens entre engagement et reconnaissance des acquis de l'expérience. Nous devons faciliter l'accès à la terre et aux ressources naturelles particulièrement pour les jeunes et les femmes. Nous voulons que les territoires ruraux restent attractifs et vivants, qu'ils soient des endroits où les gens sont éduqués et où ils apprennent à faire usage des ressources naturelles de manière durable pour leur permettre d'envisager leur futur au sein du monde rural.

### **Pauvreté**

La pauvreté et les écarts de richesse entre les riches et les pauvres s'accroissent dans les zones rurales. La pauvreté n'est pas liée à l'absence de ressources locales, mais à l'absence de compétences et aux difficultés d'accès à ces ressources. Nous devons combattre la pauvreté par l'éducation et la formation, et construire sur les savoirs locaux les solutions adaptées aux besoins des territoires ruraux du XXIème siècle.

Nous voulons aller vers Une Europe, qui ne soit pas divisée entre la vieille et la nouvelle Europe, ni entre les riches et les pauvres, mais fondée sur la solidarité, la confiance mutuelle et la dignité humaine. Les pauvres des territoires ruraux n'ont pas besoin de charité ni d'être compensés de leur exclusion. Sans un engagement ferme en faveur de leur insertion grâce à un égal accès à l'éducation, au développement économique, à la santé, à la culture et à la mobilité, la pauvreté continuera de croître. C'est pourquoi les écoles et l'éducation doivent être accessibles là où les gens vivent. Le renforcement des capacités peut se faire plus près des expériences de terrain et au sein même des fermes. La formation professionnelle et l'éducation seront alors mieux adaptées à ce dont les personnes en difficulté ont besoin.

### **Construire sur la confiance plutôt que sur la peur**

Nous voulons que les institutions européennes passent d'une gestion par la peur (contrôle) à une gestion par la motivation (confiance)

Par conséquent, nous invitons les institutions européennes et nationales à :

### **1. Encourager un développement diversifié et durable des territoires ruraux :**

- Permettre aux petites exploitations et aux exploitations de semi-subsistance des zones rurales de bénéficier des soutiens à l'agriculture et au développement rural en tant que membres à part entière de l'économie ;
- Préserver et promouvoir les savoir-faire écologiques et les savoir-faire traditionnels européens ;
- Soutenir un plus large panel d'activités dans les fermes pour des pratiques plus équilibrées et plus respectueuses de l'environnement ;
- Soutenir une plus grande diversité d'activités économiques en milieu rural ;
- Soutenir l'installation agricole en améliorant l'accès à la terre et aux équipements ;
- Développer une diversité d'outils à destination des territoires européens afin qu'ils appuient leur développement économique local sur le renforcement et la valorisation de leurs ressources locales ;
- Développer des critères d'évaluation des politiques européennes qui ne mesurent pas uniquement la croissance économique ;
- Soutenir la recherche fondamentale et appliquée au sein même des exploitations agricoles, une recherche qui soutienne les dynamiques de liens entre producteurs, consommateurs et territoire.

### **2. Encourager des processus décisionnels locaux démocratiques et la participation de la société civile**

- Soutenir les partenariats et les initiatives de coopération entre agriculteurs, ménages ruraux, petites entreprises et citoyens ;
- Donner les moyens de monter des projets, en particulier grâce à des outils qui permettent la mise en place d'un dialogue territorial et la participation des citoyens aux décisions locales ;
- Permettre la coordination et la mise en cohérence au niveau local des mécanismes de soutien européens ;
- S'adapter aux spécificités des associations pour qu'elles soient réellement en mesure d'accéder aux financements européens.



## Liste des Annexes

Annexe 1 : Programme des rencontres

Annexe 2 : Liste des participants

Annexe 3 : Programme des circuits de visite

Annexe 4 : Présentation du contexte rural français et régional par Auguste Templier

Annexe 5 : Articles de presse (Nouvelle République - Réseau Rural Français)

Annexe 6 : Fiches descriptives et documents de présentation des expériences du Forum